



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture  
Direction des relations  
avec les collectivités territoriales  
Bureau du développement durable

**ARRETE**  
**de prescriptions complémentaires**  
**Société PAPREC - TREGUEUX**

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le code de l'environnement, partie législative, livre V - titres 1<sup>er</sup> et 4, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.513-1 ;
- VU le code de l'environnement, partie réglementaire, livre V - titres 1<sup>er</sup> et 4, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R.512-31 et R.512-33 ;
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement, et notamment le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant ladite nomenclature ;
- VU le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département des Côtes d'Armor approuvé par le Conseil général le 3 novembre 2008 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 autorisant la société SA DELAIRE RECYCLAGE, dont le siège social est situé rue Bobby Sands à Saint-Herblain (44), à exploiter en zone industrielle des Châtelets à TREGUEUX, après extension et création de nouvelles activités, un centre de tri et transit, de déchets industriels banals ainsi qu'une installation de collecte et de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- VU le récépissé de changement d'exploitant du 14 août 2009 prenant acte de l'exploitation des installations susvisées par la SAS PAPREC GRAND OUEST ;
- VU la déclaration faite par l'exploitant le 31 mars 2011 sollicitant le bénéfice de l'antériorité exercée dans son établissement de TREGUEUX suite à des modifications de la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande d'extension d'un auvent existant présentée le 9 août 2011 par la société SAS PAPREC GRAND OUEST, en vue d'être autorisée à la réorganisation des stocks de son établissement zone des Châtelets à TREGUEUX ;
- VU le message électronique rectificatif du 10 octobre 2011 à la demande d'extension du 9 août 2011 de la société SAS PAPREC GRAND OUEST ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2012 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) en date du 25 mai 2012 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires porté, le 31 mai 2012, à la connaissance du demandeur ;
- VU le courrier en date du 12 juin 2012 par lequel le demandeur indique qu'il n'a pas d'observation à formuler sur le projet ;
- CONSIDÉRANT que le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature en réformant notamment les rubriques associées aux activités de traitement de déchets ;
- CONSIDÉRANT que la société SAS PAPREC GRAND OUEST est autorisée, par arrêté préfectoral du 11 août 2008, à exploiter une unité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et de collecte et de transit de déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 classe, en son article 1.2.1, plusieurs activités concernant le tri, le transit et le regroupement de déchets sous les rubriques suivantes : n° 98. bis, n° 167.A, n° 286, n° 322.A, n° 329, 1530.2 et n° 2260.2 ;

CONSIDÉRANT que lesdites rubriques sont affectées par les modifications introduites par le décret du 13 avril 2010 susvisé, en particulier la création des rubriques n° 2713, 2714 et 2791 ;

CONSIDÉRANT que l'étendue de ces modifications rend nécessaire l'actualisation des rubriques visées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 ;

CONSIDÉRANT que les modifications d'exploitation du site présentées par l'exploitant dans son dossier du 9 août 2011, complétées par les éléments du message électronique du 10 octobre 2011, ne sont pas notables, mais nécessitent une actualisation des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, des prescriptions additionnelles, nécessaires à une meilleure protection de l'environnement, peuvent être fixées après avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés dans les installations ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

#### **ARRÊTE :**

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

Les dispositions des chapitres 1.1, 1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« CHAPITRE 1.1. BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1. exploitant titulaire de l'autorisation.**

*La SAS PAPREC GRAND OUEST, dont le siège social est situé 5/7 rue des piliers de la Chauvinière à Saint-Herblain (44800), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à TREGUEUX, 3 et 5 rue Boisillon, ZI des Châtelets, les installations détaillées dans les articles suivants :*

##### **Article 1.1.2. modifications apportées aux actes antérieurs.**

*Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 février 1999 sont modifiées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.*

##### **Article 1.1.3 installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration.**

*Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipement exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.*

*Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.*

*Les prescriptions prévues par les arrêtés ministériels correspondant à la rubrique n° 2711 sous le régime de la déclaration de la nomenclature des installations classées sont incluses dans le présent arrêté.*

##### **Article 1.1.4 installations soumises à agrément.**

##### **Article 1.1.4.1 agrément pour les déchets d'emballages**

*En application de l'article R.543.71 du Code de l'Environnement, le présent arrêté porte agrément pour l'exercice de l'activité de récupération et de valorisation de déchets d'emballages dans les conditions suivantes :*

- papiers-cartons (codes 15 01 01 et 20 01 01) à raison de 32 000 tonnes/an,*
- plastiques et composites (codes 15 01 02, 15 01 05 et 20 01 39) à raison de 4 800 tonnes/an,*
- bois-palettes (codes 15 01 03 et 20 01 38) à raison de 12 000 tonnes/an,*
- métaux (codes 15 01 04, 17 04 01, 17 04 02, 17 04 03, 17 04 04, 17 04 05, 17 04 06, 17 04 07, 17 04 11 et 20 01 40) à raison de 1 000 tonnes/an.*

L'origine géographique des déchets admis sur le site pour transit, tri ou regroupement se limite aux seuls départements des Côtes d'Armor, du Finistère, du Morbihan, de l'Île et Vilaine et de la Manche. Les déchets en provenance d'autres départements ainsi que de l'étranger sont interdits.

Le taux de valorisation est égal au minimum à 85%. L'exploitant doit justifier de son taux de valorisation minimal des déchets, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques.

Cet agrément vaut récépissé de déclaration au titre des opérations de transport - négoce - courtage de ces mêmes déchets d'emballages.

## **CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS**

### **Article 1.2.1. liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation</b>	<b>Nature et volume des activités</b>	<b>Régime</b>
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques et bois, le volume maximal susceptible d'être présent dans l'installation étant de 2 632 m <sup>3</sup> .	A
2791.1	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure à 10 t/j.	Installations de traitement de déchets non dangereux (papiers) par broyage. La quantité maximale de papiers broyés est de 133 tonnes par jour	A
2711.2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup> .	Le volume maximal de déchets d'équipements électriques et électroniques susceptible d'être entreposé est égal à 200 m <sup>3</sup> .	D
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	Stockage d'une capacité équivalente de 2,48 m <sup>3</sup> .	NC
1435	Station-service : installations ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur ; le volume annuel de carburants (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence) distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 3500 m <sup>3</sup> .	Volume annuel de carburant distribué (gas-oil routier et gazole non routier) en capacité équivalente est 40 m <sup>3</sup> .	NC
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant inférieure à 15 000 m <sup>3</sup> .	Installation de transit de déchets de chantier d'une capacité de stockage de 40 m <sup>3</sup> .	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m <sup>2</sup>	La surface utilisée est égale à 60 m <sup>2</sup> . Elle est destinée à recevoir des métaux et ferrailles sauf les véhicules hors d'usage	NC

A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non classable

### **Article 1.2.2. situation de l'établissement.**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de TREGUEUX, sur les parcelles cadastrales n° 2807, 2783, 2805 et 2806 de la section A1.

### **Article 1.2.3. consistance des installations autorisées.**

*Le terrain d'implantation des installations est d'une superficie de 14 700 m<sup>2</sup>. Trois bâtiments de production et de stockage et un bâtiment administratif d'une surface totale de 2 700 m<sup>2</sup> sont implantés sur le site.*

*Le tonnage maximal annuel de déchets transitant sur le site est égal à 90 000 tonnes par an :*

- 40 000 tonnes de papiers-cartons.
- 6 000 tonnes de plastiques.
- 15 000 tonnes de bois.
- 20 000 tonnes de déchets banals
- 6 000 tonnes de déchets de chantiers.
- 3 000 tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques.

*Le stockage maximal de déchets présents sur le site est égal à :*

- déchets non dangereux : 65 tonnes, soit 550 m<sup>3</sup>
- déchets d'équipements électriques et électroniques : 25 tonnes, soit 200 m<sup>3</sup>
- papiers-cartons en attente de tri: 150 tonnes, soit 750 m<sup>3</sup>
- papiers-cartons en balles: 281 tonnes, soit 562 m<sup>3</sup>
- ferrailles: 60 tonnes, soit 100 m<sup>3</sup>
- bois : 40 tonnes, soit 140 m<sup>3</sup>
- plastiques en attente de tri: 25 tonnes, soit 180 m<sup>3</sup>
- plastiques triés : 225 tonnes, soit 450 m<sup>3</sup>
- déchets ultimes: 40 tonnes, soit 300 m<sup>3</sup>
- déchets de chantiers (gravats) : 52 tonnes, soit 40 m<sup>3</sup>

### **CHAPITRE 1.3. CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

*Cette installation de transit et de tri est autorisée à recevoir des déchets indiqués à la disposition 9.1.1 du présent arrêté en provenance de la collecte de la SAS PAPREC GRAND OUEST, d'autres professionnels collecteurs et de collectivités situés dans la zone géographique définie dans le dossier d'autorisation conformément aux dispositions prévues dans les plans départementaux d'élimination des déchets dont celui des Côtes d'Armor approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2008. L'exploitant devra tenir compte des modifications apportées à ce plan.*

#### **Article 1.3.1. conformité au dossier de demande d'autorisation**

*Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur. »*

### **ARTICLE 2 -**

*Les dispositions de l'article 9.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2008 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :*

#### **« Article 9.1.3. Implantation**

*Les installations de transit, regroupement et tri, ainsi que traitement de déchets de l'établissement ainsi que les dépôts associés doivent être implantés à une distance permettant de maintenir en toutes circonstances les effets thermiques létaux significatifs (8 kW/m<sup>2</sup>), létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) et irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>) dans l'enceinte de l'établissement définie à l'article 1.2.2 du présent arrêté. A cet titre, afin de maintenir les flux d'un éventuel incendie dans l'enceinte de l'établissement, l'installation sera dotée dans un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté :*

- un mur d'une hauteur de 5 m et d'une longueur de 12,5 m de type REI 120 (degré coupe feu 2 heures) côté rue du Camp de Peran,
- un mur d'une hauteur de 3 m et d'une longueur de 6 m de type REI 120 (degré coupe feu 2 heures) côté rue du Boisillon.

Les déchets doivent être entreposés par îlots de stockage conformément au plan joint en annexe. La délimitation des îlots doit être matérialisée au sol. La hauteur maximale d'entreposage des déchets au niveau de chaque îlot doit être la suivante :

N° d'îlot de stockage	Type de déchets	Hauteur maximale
1-a	déchets non dangereux	3
1-b	déchets non dangereux	2,8
2	DEEE	4
3a	Papiers/cartons	2
3-b	Papiers/cartons	3
3-c	Papiers/cartons	2
4	Papiers/cartons	3
5	Ferrailles	1,7
6	Bois	1,1
7	Plastiques	3
8	Plastiques	3
9	Déchets ultimes	4
10	Gravats	1,2

».

### **ARTICLE 3 - SANCTIONS**

L'observation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraîne l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) - par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 5 -**

M. le Secrétaire général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne,  
M. le Maire de TREGUEUX,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**SAINT-BRIEUC, le 28 JUIN 2012**

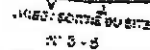
Le Préfet,

*Pour le Préfet,*

*Le Secrétaire Général*

Annexe jointe : plan.

**Gérard DEROUIN**



RUE DU BOISILLON

● DIB - COLLECTE SELECTIVE / ● DEHE / ● PAPIERS - CARTONS EN ATTENTE DE TRI / ●  
PAPIERS - CARTONS EN BALLES / ● FERRAILLES / ● BOIS / ●-● PLASTIQUES / ● DECHETS  
ULTIMES / ● GRAVAT